

## LOIS, DÉCRETS ET RÉGLEMENTS

## MINISTÈRE DES FINANCES

F. 89 — 1057

9 MARS 1989. — Loi modifiant le Code de commerce et l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>*Modifications du titre V du Livre I<sup>er</sup> du Code de commerce*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 79 du Livre I<sup>er</sup>, titre V, du Code de commerce, inséré par l'arrêté royal n° 84 du 30 janvier 1935 et modifié par l'arrêté royal n° 70 du 30 novembre 1939, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 79. L'article 75, § 2, et les articles 75<sup>bis</sup> et 76 ne sont pas applicables aux achats et aux ventes effectués soit par l'Etat, la Communauté ou la Région, soit par une personne de droit public ou un organisme d'intérêt public figurant sur une liste arrêtée par le Roi, lorsqu'il s'agit :

- 1° de fonds publics de l'Etat belge ou qui sont garantis par celui-ci;
- 2° de fonds publics de la Société nationale des Chemins de fer belges ou de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux;
- 3° de titres d'emprunt des Communautés, des Régions, des provinces, des communes, des agglomérations ou des fédérations de communes belges ou de titres d'emprunt qui sont garantis par celles-ci;
- 4° de titres d'emprunt du Crédit communal de Belgique. »

**Art. 2.** A l'article 101 du même titre, inséré par l'arrêté royal n° 84 du 30 janvier 1935 et modifié par l'arrêté royal n° 178 du 20 juin 1935 et par la loi du 3 avril 1980, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° à l'alinéa premier, les mots « ainsi que sur leur radiation de la cote » sont remplacés par les mots « ainsi que sur leur suspension et leur radiation de la cote »;
- 2° à l'alinéa 7, les mots « Celui-ci doit statuer dans les trois mois sur les demandes d'admission à la cote » sont supprimés;

3° l'article est complété par les alinéas suivants :

« Sans préjudice des obligations qui leur sont imposées par la loi ou par les règlements et hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice, les membres du Comité de la cote et les membres de son personnel ne peuvent se livrer à aucune divulgation des faits dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions.

(1) *Séance 1986-1987.*

Sénat

*Documents parlementaires.* — Projet de loi n° 533/1. — Rapport n° 533/2.

*Annales parlementaires.* — Discussion. — Séance du 10 juillet 1987. — Adoption. — Séance du 18 juillet 1987.

*Séance 1986-1987.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par le Sénat n° 967/1. — Amendement n° 967/2.

*Séance 1988-1989.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par le Sénat n° 711/1. — Rapport n° 711/2.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 2 mars 1989.

## WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 89 — 1057

9 MAART 1989. — Wet tot wijziging van het Wetboek van koophandel en van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

## HOOFDSTUK I

*Wijzigingen aan titel V van Boek I van het Wetboek van koophandel*

**Artikel 1.** Artikel 79 van het Eerste Boek, titel V, van het Wetboek van koophandel, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 84 van 30 januari 1935 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 70 van 30 november 1939, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 79. Artikel 75, § 2, en de artikelen 75<sup>bis</sup> en 76 gelden niet voor de koop en verkoop gedaan door de Staat, de Gemeenschap of het Gewest, door een publiekrechtelijk rechtspersoon of door een instelling van openbaar nut welke voorkomt op een door de Koning vastgestelde lijst, wanneer het gaat om :

- 1° effecten van of gewaarborgd door de Belgische Staat;
- 2° effecten van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen of van de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen;
- 3° stukken van leningen van de Gemeenschappen of de Gewesten, van provincies, gemeenten, agglomeraties of federaties van Belgische gemeenten of door hen gewaarborgde stukken van leningen;
- 4° stukken van leningen van het Gemeentekrediet van België. »

**Art. 2.** In artikel 101 van dezelfde titel, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 84 van 30 januari 1935 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 178 van 20 juni 1935 en de wet van 3 april 1980, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden « alsook over hun schrapping van de beursnoteringen » vervangen door de woorden « alsmede over hun schorsing en schrapping uit de notering »;
- 2° in het zevende lid worden de woorden « Het comiteit moet binnen de drie maanden over de verzoeken tot inschrijving op de beursnotering beslissen » weggelaten;
- 3° het artikel wordt aangevuld met de volgende leden :

« Onverminderd de verplichtingen die hen door de wet of de reglementen worden opgelegd en buiten de gevallen waarin zij in rechte dienen te getuigen, mogen de leden en de personeelsleden van het Noteringscomité geen enkele ruchtbaarheid geven aan de feiten waarvan zij uit hoofde van hun functie kennis hebben gekregen.

(1) *Zitting 1986-1987.*

Senaat

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp van wet nr. 533/1. — Verslag nr. 533/2.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. — Vergadering van 10 juli 1987. — Aanneming. — Vergadering van 18 juli 1987.

*Zitting 1986-1987.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp overgezonden door de Senaat nr. 967/1. — Amendement nr. 967/2.

*Zitting 1988-1989.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire bescheiden.* — Ontwerp overgezonden door de Senaat nr. 711/1. — Verslag nr. 711/2.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 2 maart 1989.

L'alinéa 8 ne s'applique pas aux communications faites à des fins de contrôle et dans le cadre d'une collaboration mutuelle à des autorités étrangères compétentes en matière d'admission de valeurs mobilières à la cote officielle.

Les communications visées à l'alinéa 9 sont cependant limitées au cas où les autorités étrangères ne feront usage des informations reçues que pour l'instruction de demandes d'admission à la cote, pour le contrôle des conditions d'admission, pour l'instruction de recours contre les décisions de ces autorités ou pour l'exercice de poursuites répressives fondées sur des législations similaires à celles dont les Comités de la cote surveillent l'application.

Sans préjudice des alinéas 8, 9 et 10, les Comités de la cote collaborent avec les autorités similaires des Etats membres des Communautés européennes dans les matières et aux fins dans lesquelles cette collaboration est imposée par le droit de celles-ci. Le Roi peut prendre les mesures nécessaires pour réaliser ladite collaboration.

Les informations transmises aux Comités de la cote par les autorités étrangères visées à l'alinéa 9 ne peuvent être utilisées qu'aux fins énoncées à l'alinéa 10. »

Art. 3. L'article 102 du même titre, inséré par l'arrêté royal n° 84 du 30 janvier 1935 et modifié par les arrêtés royaux n° 70 du 30 novembre 1939 et n° 61 du 10 novembre 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 102. § 1<sup>er</sup>. Le Roi peut, par arrêté pris après avis des Comités de la Cote et de la Commission bancaire :

1° fixer les conditions d'admission de valeurs mobilières à la cote officielle, et notamment déterminer les renseignements que le demandeur doit fournir au Comité de la cote, ainsi que le délai et les modalités suivant lesquels le Comité de la cote communique au demandeur sa décision portant sur la demande d'admission à la cote officielle,

2° fixer les conditions de suspension et de radiation de la cotation;

3° charger les Comités de la cote de veiller, selon les règles qu'il détermine, à l'application des arrêtés pris en vertu des 1° et 2°;

4° donner aux Comités de la cote, dans le but de protéger le public, le pouvoir de subordonner l'admission à la cote officielle d'une valeur mobilière déterminée à toute condition qui lui soit particulière et que le Comité a préalablement communiquée au demandeur de façon explicite;

5° habilitier les Comités de la cote à accorder, dans des cas spéciaux, des dérogations aux arrêtés pris en vertu des 1° et 2°;

6° autoriser les Comités de la cote à rendre public le fait qu'un émetteur ne respecte pas une ou plusieurs des obligations qui lui incombent en vertu des arrêtés pris en vertu des 1° et 2°.

§ 2. Le Roi fixe les rémunérations dues au Comité de la cote, d'une part, par les personnes qui demandent l'admission des valeurs mobilières à la cote officielle et, d'autre part, par les émetteurs dont les valeurs mobilières ont été admises à la cote officielle. »

Art. 4. L'article 104 du même titre, modifié par l'arrêté royal n° 84 du 30 janvier 1935, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 104. La Commission d'appel des bourses de fonds publics et de change connaît des recours exercés contre les décisions du Comité de la cote.

Le recours peut être exercé :

1° par le Commissaire du Gouvernement;

2° par vingt agents de change au moins, agissant collectivement;

3° par le demandeur en admission dont la demande a été rejetée ou sur la demande duquel il n'a pas été statué dans le délai fixé en exécution de l'article 102, § 1<sup>er</sup>, 1°;

4° par la société ou l'institution dont les valeurs mobilières font l'objet d'une suspension ou d'une radiation de la cote.

Les articles 96, alinéa 6, et 98, sont d'application dans ces cas. »

Art. 5. Le § 5bis et l'article 104bis du même titre, insérés par l'arrêté royal n° 61 du 10 novembre 1967, sont abrogés.

Het achtste lid is niet van toepassing op mededelingen die worden gedaan met controledoelinden en in het kader van een wederzijdse samenwerking aan buitenlandse autoriteiten die bevoegd zijn om effecten tot de officiële notering toe te laten.

De in het negende lid bedoelde mededelingen zijn echter beperkt tot de gevallen waarin de buitenlandse autoriteiten de ontvangen inlichtingen slechts gebruiken voor het onderzoek van aanvragen om toelating tot de notering, voor de controle van de toelatingsvoorwaarden, voor de behandeling van beroepen tegen de beslissingen van deze autoriteiten of voor het instellen van strafvervolgingen op grond van wetgevingen die van dezelfde aard zijn als die op welke toepassing wordt toegezien door de Noteringscomités.

Onverminderd het achtste, negende en tiende lid, werken de Noteringscomités mee met gelijkaardige autoriteiten van de Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen voor de aangelegenheden en voor de doeleinden waarvoor deze medewerking door het recht van de Europese Gemeenschappen wordt opgelegd. De Koning kan de nodige maatregelen treffen om de genoemde medewerking tot stand te brengen.

Van de inlichtingen welke door de in het negende lid bedoelde buitenlandse autoriteiten aan de Noteringscomités worden verstrekt, mag slechts gebruik worden gemaakt voor de in het tiende lid vermelde doeleinden. »

Art. 3. Artikel 102 van dezelfde titel, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 84 van 30 januari 1935 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 70 van 30 november 1939 en nr. 61 van 10 november 1967, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 102. § 1. De Koning kan, bij een na advies van de Noteringscomités en van de Bankcommissie genomen besluit :

1° de voorwaarden voor toelating van effecten tot de officiële notering vaststellen, en inzonderheid bepalen welke inlichtingen de aanvrager aan het Noteringscomité moet verstrekken, alsook op welke wijze en binnen welke termijn het Noteringscomité zijn beslissing over de aanvraag tot toelating tot de officiële notering aan de aanvrager mededeelt;

2° de voorwaarden voor de schorsing en de schrapping van de notering vaststellen;

3° de Noteringscomités gelasten, volgens de door Hem gestelde regels toe te zien op de toepassing van de krachtens 1° en 2° genomen besluiten;

4° de Noteringscomités machtigen om, ter bescherming van het spaarwezen, de toelating tot de officiële notering van een bepaald effect afhankelijk te stellen van welke voorwaarde ook die specifiek is voor dit effect en die door het Comité vooraf uitdrukkelijk aan de aanvrager is meegedeeld;

5° de Noteringscomités machtigen om, in bijzondere gevallen, afwijkingen van de krachtens 1° en 2° genomen besluiten toe te staan;

6° de Noteringscomités machtigen het feit bekend te maken dat een uitgevende instelling een of meer van de verplichtingen die krachtens de ter uitvoering van 1° en 2° genomen besluiten op haar rusten, niet nakomt.

§ 2. De Koning bepaalt de vergoedingen die aan het Noteringscomité verschuldigd zijn enerzijds, door de personen die om toelating van effecten tot de officiële notering verzoeken en, anderzijds, door de uitgevende instellingen waarvan de effecten tot de officiële notering zijn toegelaten. »

Art. 4. Artikel 104 van dezelfde titel, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 84 van 30 januari 1935, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 104. De Commissie van beroep van de effecten- en wisselbeurzen neemt kennis van de beroepen tegen beslissingen van het Noteringscomité.

Beröep kan worden ingesteld :

1° door de Regeringscommissaris;

2° door ten minste twintig wisselagenten die gezamenlijk optreden;

3° door diegene wiens aanvraag om toelating tot de notering is afgewezen of over wiens aanvraag niet is beslist binnen de ter uitvoering van artikel 102, § 1, 1°, vastgestelde termijn;

4° door een vennootschap of een instelling waarvan de effecten geschorst of geschrapt zijn.

De artikelen 96, zesde lid, en 98 zijn in deze gevallen van toepassing. »

Art. 5. § 5bis en artikel 104bis van dezelfde titel, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 61 van 10 november 1967, worden opgeheven.

**Art. 6.** L'article 105 du même titre, inséré par l'arrêté royal n° 84 du 30 janvier 1935, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 105. En ce qui concerne les titres cités à l'article 79, le Ministre des Finances arrête les règles relatives à l'admission à la cote, au mode et au contrôle de la cotation, ainsi qu'au courtage. Il peut notamment prescrire qu'il lui soit communiqué toutes les informations nécessaires à ces fins.

Sans préjudice des obligations qui leur sont imposées par la loi ou par les règlements et hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice, les membres des services compétents du Ministère des Finances ou des autres services désignés par le Ministre des Finances, ne peuvent se livrer à aucune divulgation des faits dont ils ont eu connaissance par application du présent article.

L'alinéa 2 ne s'applique pas aux communications faites à des fins de contrôle et dans le cadre d'une collaboration mutuelle à des autorités étrangères compétentes en matière d'admission de valeurs mobilières à la cote officielle et de contrôle de leur cotation.

Les communications visées à l'alinéa 3 sont cependant limitées au cas où les autorités étrangères ne feront usage des informations reçues que pour l'instruction de demandes d'admission de valeurs mobilières à la cote officielle, pour le contrôle de leur cotation ou pour l'exercice de poursuites répressives fondées sur les législations similaires à celles dont le Ministre des Finances surveille l'application.

Sans préjudice des alinéas 2, 3 et 4, le Ministre des Finances collabore avec les autorités similaires des Etats membres des Communautés européennes dans les matières et aux fins dans lesquelles cette collaboration est imposée par le droit de celles-ci. Le Roi peut prendre les mesures nécessaires pour réaliser ladite collaboration.

Les informations transmises aux membres des services compétents du Ministère des Finances ou des autres services désignés par le Ministre des Finances par les autorités étrangères visées à l'alinéa 3 ne peuvent être utilisées qu'aux fins énoncées à l'alinéa 4. »

**Art. 7.** L'article 107 du même titre, inséré par l'arrêté royal n° 84 du 30 janvier 1935 et modifié par l'arrêté royal n° 70 du 30 novembre 1939, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 107. § 1<sup>er</sup>. Le Roi peut, par arrêté pris après avis de la Commission bancaire et des Comités de la cote :

1<sup>o</sup> déterminer les obligations qui incombent aux émetteurs de valeurs mobilières admises à la cote officielle, notamment en ce qui concerne le traitement des porteurs et l'information qui doit leur être donnée périodiquement ou en cas de faits ou décisions qui, s'ils étaient rendus publics, seraient de nature à influencer de manière sensible le cours en bourse;

2<sup>o</sup> charger la Commission bancaire de veiller à l'application des arrêtés pris en vertu du 1<sup>o</sup>. A cet effet, Il peut notamment déterminer les documents qui devront être transmis à la Commission bancaire et habiliter celle-ci à exiger des émetteurs et des personnes chargées du contrôle de leurs comptes qu'ils lui transmettent les renseignements nécessaires à l'application des arrêtés pris en exécution du 1<sup>o</sup> et du 2<sup>o</sup> ainsi qu'à rendre public le fait qu'un émetteur ne respecte pas les obligations qui lui incombent en vertu des arrêtés pris en exécution du 1<sup>o</sup> ou du 2<sup>o</sup> ou ne se conforme pas aux avis que la Commission bancaire lui a adressés;

3<sup>o</sup> habiliter la Commission bancaire à accorder, dans des cas spéciaux, des dérogations aux arrêtés pris en exécution des 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

§ 2. Le Roi fixe la rémunération due à la Commission bancaire par les émetteurs dont les valeurs mobilières ont été admises à la cote officielle. »

**Art. 8.** Un article 112bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même titre :

« Article 112bis. Sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 francs à 10 000 francs ou d'une de ces peines seulement :

1<sup>o</sup> ceux qui donnent sciemment des renseignements inexacts ou incomplets, lorsque ceux-ci leur sont demandés en vertu de l'article 102, § 1<sup>er</sup>, par le Comité de la cote ou en vertu de l'article 105, alinéa 1<sup>er</sup>, par le Ministre des Finances;

**Art. 6.** Artikel 105 van dezelfde titel, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 84 van 30 januari 1935, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 105. Wat de in artikel 79 genoemde effecten betreft, stelt de Minister van Financiën regels vast voor de toelating tot de notering, de wijze van notering, de controle op de notering en voor het makelaarsloon. Hij kan onder meer voorschrijven dat hem alle daartoe benodigde inlichtingen worden verstrekt.

Onverminderd de verplichtingen die hen door de wet of de reglementen worden opgelegd en buiten de gevallen waarin zij in rechte moeten getuigen, mogen de leden van de bevoegde diensten van het Ministerie van Financiën of van andere door de Minister van Financiën aangewezen diensten, geen enkele ruchtbaarheid geven aan feiten waarvan zij met toepassing van dit artikel kennis hebben gekregen.

Het tweede lid is niet van toepassing op mededelingen die worden gedaan met controledoeleinden en in het kader van een wederzijdse samenwerking aan buitenlandse autoriteiten die bevoegd zijn om effecten tot de officiële notering toe te laten en om de notering ervan te controleren.

De in het derde lid bedoelde mededelingen zijn echter beperkt tot de gevallen waarin de buitenlandse autoriteiten de ontvangen inlichtingen slechts gebruiken voor het onderzoek van de aanvragen om toelating van effecten tot de officiële notering, voor de controle op de notering ervan of voor het instellen van strafvervolgingen op grond van wetgevingen die van dezelfde aard zijn als die op welke toepassing wordt toegezien door de Minister van Financiën.

Onverminderd het tweede, derde en vierde lid, werkt de Minister van Financiën mee met gelijkaardige autoriteiten van de lid-Staten van de Europese Gemeenschappen vóór de aangelegenheden en voor de doeleinden waarvoor deze medewerking door het recht van de Europese Gemeenschappen wordt opgelegd. De Koning kan de nodige maatregelen treffen om de genoemde medewerking tot stand te brengen.

Van de inlichtingen die door de in het derde lid bedoelde buitenlandse autoriteiten aan de leden van de bevoegde diensten van het Ministerie van Financiën of van andere door de Minister van Financiën aangewezen diensten worden verstrekt, mag slechts gebruik worden gemaakt voor de in het vierde lid vermelde doeleinden. »

**Art. 7.** Artikel 107 van dezelfde titel, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 84 van 30 januari 1935 en gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 70 van 30 november 1939, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 107. § 1. De Koning kan, bij een na advies van de Bankcommissie en de Noteringscomités genomen besluit :

1<sup>o</sup> de verplichtingen vaststellen ten laste van de uitgevende instellingen van tot de officiële notering toegelaten effecten, met name wat betreft de behandeling van de houders en de informatie die hun periodiek moet worden verstrekt, alsmede wanneer zich gebeurtenissen of beslissingen voordoen die, zo zij openbaar werden gemaakt, de beurskoers op gevoelige wijze zouden kunnen beïnvloeden;

2<sup>o</sup> de Bankcommissie belasten met het toezicht op de toepassing van de krachtens 1<sup>o</sup> genomen besluiten. Daartoe kan Hij inzonderheid bepalen welke documenten aan de Bankcommissie zuller moeten worden bezorgd en deze laatste machtigen om van de uitgevende instellingen en de personen belast met de controle van hun rekeningen, te eisen dat zij haar de inlichtingen verstrekken die nodig zijn voor de toepassing van de ter uitvoering van 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> genomen besluiten, alsook om het feit bekend te maken dat een uitgevende instelling in gebreke blijft ten aanzien van de verplichtingen die krachtens de ter uitvoering van 1<sup>o</sup> of 2<sup>o</sup> genomen besluiten op haar rusten of zich niet schikt naar de kennisgevingen die de Bankcommissie tot haar heeft gericht;

3<sup>o</sup> de Bankcommissie machtigen om, in bijzondere gevallen, afwijkingen van de ter uitvoering van 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> genomen besluiten toe te staan.

§ 2. De Koning bepaalt de vergoeding die aan de Bankcommissie verschuldigd is door de uitgevende instellingen van tot de officiële notering toegelaten effecten. »

**Art. 8.** In dezelfde titel wordt een artikel 112bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 112bis. Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van 50 frank tot 10 000 frank of met een van die straffen alleen worden gestraft :

1<sup>o</sup> zij die bewust onjuiste of onvolledige inlichtingen verstrekken, wanneer deze hen door het Noteringscomité worden gevraagd krachtens artikel 102, § 1, of door de Minister van Financiën krachtens artikel 105, eerste lid;

2° ceux qui refusent de donner à la Commission bancaire les renseignements qu'ils sont tenus de lui fournir en vertu de l'article 107 ou qui donnent sciemment des renseignements inexacts ou incomplets. »

Art. 9. Un article 112ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même titre :

« Article 112ter. Toute infraction à l'article 101, alinéa 8 ou à l'article 105, alinéa 2, est punie des peines prévues par l'article 458 du Code pénal. »

## CHAPITRE II

### Modifications de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs

Art. 10. A l'article 27 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1° de l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« 1° le projet de prospectus établi conformément à l'article 29, § 2 et à l'article 29bis et aux arrêtés pris pour son exécution, ainsi que le projet des documents visés à l'article 29ter, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. »

2° il est ajouté un alinéa 2 libellé comme suit :

« La Commission bancaire peut se faire communiquer par les personnes qui ont donné l'avis visé à l'article 26 les autres informations nécessaires à l'application du présent titre. »

Art. 11. L'article 29 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 29. § 1<sup>er</sup>. Les opérations auxquelles le présent titre est applicable ne peuvent être réalisées qu'après qu'un prospectus, établi sous la responsabilité des personnes qui y sont désignées, ait été rendu public et qu'il ait été publié un avis reproduisant le prospectus complet ou précisant où le prospectus complet est rendu public et où le public peut se le procurer.

§ 2. Le prospectus doit contenir les renseignements qui, selon les caractéristiques de l'opération concernée, sont nécessaires pour que le public puisse porter un jugement fondé sur la nature de l'affaire et sur les droits attachés aux titres.

Le prospectus doit également contenir l'indication qu'il est publié après avoir été approuvé par la Commission bancaire conformément à l'article 29ter, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et que cette approbation ne comporte aucune appréciation de l'opportunité et de la qualité de l'opération, ni de la situation de celui qui la réalise.

Tout fait nouveau significatif pouvant influencer le jugement du public et intervenant entre le moment où est donnée l'approbation prévue à l'alinéa 2, et celui de la clôture de l'opération doit faire l'objet d'un complément au prospectus. A défaut d'un tel complément, la Commission bancaire peut, si elle a connaissance d'un tel fait, suspendre l'opération jusqu'à ce qu'il soit rendu public.

Article 29bis. Le Roi peut, par arrêté pris après avis de la Commission bancaire :

1° déterminer le contenu minimum du prospectus et de ses compléments, ainsi que celui des avis, annonces, affiches, placards et autres documents annonçant l'opération;

2° fixer les délais et les modalités dans lesquelles les documents visés au 1° doivent être rendus publics;

3° prévoir les cas et conditions dans lesquelles des dispenses partielles ou totales de l'obligation d'établir et de rendre public un prospectus peuvent être autorisées par la Commission bancaire;

4° habiliter la Commission bancaire à accorder, dans des cas spéciaux, des dérogations aux arrêtés pris en vertu des 1° à 3°.

Lorsqu'ils ont pour objet le prospectus à rendre public préalablement à l'admission à la cote officielle d'une bourse de fonds publics et de change et à l'inscription aux ventes publiques supplémentaires, les arrêtés prévus à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont également pris après avis des comités de la cote.

Article 29ter. § 1<sup>er</sup>. Le prospectus, ses éventuels compléments, ainsi que les avis, annonces, affiches, placards et autres documents annonçant l'opération ne peuvent être publiés qu'après avoir été approuvés par la Commission bancaire.

L'approbation de la Commission bancaire est, dans un délai d'un mois, portée à la connaissance des personnes qui ont donné l'avis prévu à l'article 26 et, s'il s'agit d'une admission à la cote officielle ou d'une inscription aux ventes publiques supplémentaires, des comités de la cote concernés.

2° zij die weigeren aan de Bankcommissie de inlichtingen te verstrekken die zij haar krachtens artikel 107 moeten bezorgen of die bewust onjuiste of onvolledige inlichtingen verstrekken. »

Art. 9. In dezelfde titel wordt een artikel 112ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 112ter. Elke overtreding van artikel 101, achtste lid of van artikel 105, tweede lid, wordt gestraft met de in artikel 458 van het Strafwetboek bepaalde straffen. »

## HOOFDSTUK II

### Wijzigingen aan het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten

Art. 10. Aan artikel 27 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten worden volgende wijzigingen gebracht :

1° het 1° van het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« 1° het ontwerp van prospectus opgemaakt overeenkomstig artikel 29, § 2, en artikel 29bis en de met toepassing hiervan genomen besluiten evenals het ontwerp van de stukken bedoeld in artikel 29ter, § 1, eerste lid; »

2° een tweede lid wordt toegevoegd dat luidt als volgt :

« De Bankcommissie kan de personen die de in artikel 26 bedoelde kennisgeving hebben verricht, verzoeken om mededeling van de andere inlichtingen die noodzakelijk zijn voor de toepassing van deze titel. »

Art. 11. Artikel 29 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 29. § 1. De verrichtingen waarop deze titel van toepassing is mogen pas worden uitgevoerd nadat een prospectus opgemaakt onder de verantwoordelijkheid van de daarin vermelde personen, is openbaar gemaakt en een bericht is bekend gemaakt met het volledige prospectus of waarin wordt meegedeeld waar het volledige prospectus wordt bekend gemaakt en waar het voor het publiek verkrijgbaar is.

§ 2. Het prospectus moet de gegevens bevatten die, naargelang van de kenmerken van de betrokken verrichting, het publiek nodig heeft om zich met kennis van zaken een oordeel te kunnen vormen over de aard van de zaak en de aan de effecten verbonden rechten.

In het prospectus moet ook worden vermeld dat de bekendmaking gebeurt na goedkeuring door de Bankcommissie, overeenkomstig artikel 29ter, § 1, eerste lid, en dat deze goedkeuring geen beoordeling inhoudt van de opportuniteit en de kwaliteit van de verrichting, evenmin als van de positie van diegene die ze uitvoert.

Elk nieuw betekenisvol feit dat een invloed kan hebben op de beoordeling door het publiek en zich voordoet tussen het ogenblik van de in het tweede lid bedoelde goedkeuring en de afwikkeling van de verrichting, moet in een aanvulling bij het prospectus worden meegedeeld. Gebeurt dit niet, dan kan de Bankcommissie, wanneer zij kennis heeft van dergelijk feit, de verrichting opschorten tot dit feit openbaar wordt gemaakt.

Artikel 29bis. De Koning kan, bij besluit genomen na advies van de Bankcommissie :

1° de minimuminhoud bepalen van het prospectus en de aanvullingen evenals van de berichten, mededelingen, affiches en andere stukken die de verrichting aankondigen;

2° de termijnen en modaliteiten vaststellen voor de openbaarmaking van de in het 1° bedoelde stukken;

3° bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden de Bankcommissie gedeeltelijke of totale vrijstellingen kan verlenen van de verplichting om een prospectus op te stellen en openbaar te maken;

4° de Bankcommissie machtigen om in bijzondere gevallen afwijkingen van de krachtens het 1° tot het 3° genomen besluiten toe te staan.

Wanneer de in het eerste lid bedoelde besluiten slaan op het prospectus dat openbaar moet worden gemaakt vóór de toelating tot de officiële notering aan een openbare fondsen- en wisselbeurs en vóór de inschrijving op de bijkomende veilingen, worden zij eveneens na advies van de Noteringscomités genomen.

Artikel 29ter. § 1. Het prospectus met eventuele aanvullingen evenals de berichten, mededelingen, affiches en andere stukken die de verrichting aankondigen, mogen pas worden openbaar gemaakt na goedkeuring door de Bankcommissie.

De goedkeuring van de Bankcommissie wordt binnen de maand ter kennis gebracht van de persoon die de in artikel 26 bedoelde kennisgeving hebben verricht en van de betrokken Noteringscomités in geval van toelating tot de officiële notering of inschrijving op de bijkomende veilingen.

§ 2. Si la Commission bancaire estime que l'opération dont elle est avisée risque de se faire dans des conditions qui peuvent induire le public en erreur sur la nature de l'affaire ou sur les droits attachés aux titres, elle en avise les personnes qui ont donné l'avis prévu à l'article 26.

S'il n'est pas tenu compte de cet avis, la Commission bancaire peut refuser l'approbation prévue au § 1<sup>er</sup>. Ce refus est motivé et notifié, dans un délai d'un mois, par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception, aux personnes visées à l'alinéa précédent et, s'il s'agit d'une admission à la cote officielle ou d'une inscription aux ventes publiques supplémentaires, au Comité de la cote concerné.

§ 3. Un recours est ouvert aux personnes qui ont donné l'avis prévu à l'article 26 contre les refus de la Commission bancaire prévus au § 2, alinéa 2. Le recours est formé dans les quinze jours de la notification du refus. Il est adressé au Ministre des Finances et notifié à la Commission bancaire par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception. Le Ministre des Finances statue sur le recours dans les deux mois. Sa décision est motivée et notifiée dans les huit jours par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception à la personne qui a pris son recours et à la Commission bancaire. »

Art. 12. L'article 30 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 30. Sauf l'indication, dans le prospectus ou dans les autres documents visés à l'article 29<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, que le prospectus est publié après avoir été approuvé par la Commission bancaire conformément à l'article 29<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et que cette approbation ne comporte aucune appréciation de l'opportunité et de la qualité de l'opération, ni de la situation de celui qui la réalise, aucune mention de l'intervention de la Commission bancaire ne peut être faite dans la publicité ou dans les documents relatifs aux opérations auxquelles le présent titre est applicable. »

Art. 13. L'article 32 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 32. Les personnes mentionnées dans le prospectus conformément à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, sont tenues solidairement envers les intéressés, malgré toute stipulation contraire, de la réparation du préjudice qui est une suite immédiate et directe de l'absence ou de la fausseté des énonciations prescrites par ou en vertu des articles 29 et 29<sup>bis</sup> dans les documents visés à l'article 29<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>. »

Art. 14. L'article 33 du même arrêté est abrogé.

Art. 15. L'article 34 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal n° 67 du 30 novembre 1939 et par les lois des 2 avril 1962 et 4 août 1978, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 34. § 1<sup>er</sup>. Le présent titre n'est pas applicable :

1° aux expositions, offres ou ventes publiques de titres émis par l'Etat, les Communautés, les Régions, les provinces, les communes et les agglomérations ou fédérations de communes belges;

2° aux ventes publiques d'actions, de titres, de parts bénéficiaires ou d'obligations ordonnées par justice ou organisées périodiquement par une commission de la bourse.

§ 2. Sauf s'il s'agit d'une admission à la cote officielle d'une bourse de fonds publics et de change, le présent titre, à l'exception de l'article 26, n'est pas applicable aux expositions, offres ou ventes publiques :

1° des titres émis sous la garantie de l'Etat, des Communautés, des Régions, des provinces, des communes et des agglomérations ou fédérations de communes belges;

2° des titres émis par le Crédit communal de Belgique, par la Société nationale d'Investissement ou par les sociétés régionales d'investissement;

3° des bons de caisses libellés en francs belges et émis de manière continue par les entreprises inscrites à la liste prévue à l'article 2 du présent arrêté, par les entreprises inscrites à la liste prévue à l'article 6 des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées par arrêté royal du 23 juin 1967 ou par les entreprises inscrites à la liste prévue à l'article 2 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne.

Pour l'application du présent paragraphe, l'inscription aux ventes publiques supplémentaires n'est pas assimilée à l'admission à la cote officielle. »

§ 2. Oordeelt de Bankcommissie dat de verrichting waarvan haar kennis wordt gegeven, dreigt te geschieden onder voorwaarden waarbij het publiek kan worden misleid omtrent de aard van de zaak of de aan de effecten verbonden rechten, dan geeft ze daarvan kennis aan de personen die de in artikel 26 bedoelde kennisgeving hebben verricht.

Wordt met deze kennisgeving geen rekening gehouden, dan kan de Bankcommissie de in § 1 bedoelde goedkeuring weigeren. Deze weigering wordt met redenen omkleed en binnen de maand bij een ter post aangetekende brief of bij een brief met ontvangstbewijs ter kennis gebracht van de in het vorige lid bedoelde personen en van het betrokken Noteringscomité in geval van toelating tot de officiële notering of inschrijving op de bijkomende veilingen.

§ 3. De personen die de in artikel 26 bedoelde kennisgeving hebben verricht, kunnen beroep instellen tegen de in § 2, tweede lid, bedoelde weigeringen van de Bankcommissie. Het beroep moet binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de weigering worden ingesteld. Het wordt aan de Minister van Financiën gericht en ter kennis gebracht van de Bankcommissie bij een ter post aangetekende brief of bij een brief met ontvangstbewijs. De Minister van Financiën beschikt binnen twee maanden op het beroep. Zijn beslissing wordt met redenen omkleed en binnen acht dagen bij een ter post aangetekende brief of bij een brief met ontvangstbewijs ter kennis gebracht van de persoon die het beroep heeft ingesteld en van de Bankcommissie. »

Art. 12. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 30. Met uitzondering van de vermelding in het prospectus of in de andere in artikel 29<sup>ter</sup>, § 1, eerste lid, bedoelde stukken, dat het prospectus na goedkeuring door de Bankcommissie overeenkomstig artikel 29<sup>ter</sup>, § 1, eerste lid, openbaar is gemaakt en dat deze goedkeuring geen beoordeling inhoudt van de opportuniteit en de kwaliteit van de verrichting noch van de positie van diegene die ze uitvoert, mag geen gewag worden gemaakt van de beslissing van de Bankcommissie in de reclame of de stukken met betrekking tot de verrichtingen waarop deze titel van toepassing is. »

Art. 13. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 32. De personen vermeld in het prospectus overeenkomstig artikel 29, § 1, eerste lid, zijn hoofdelijk verplicht tegenover de belanghebbenden, niettegenstaande elk strijdig beding, tot het herstel van het nadeel dat een onmiddellijk en rechtstreeks gevolg is van het ontbreken of de valsheid van de vermeldingen voorgescreven door of krachtens artikelen 29 en 29<sup>bis</sup> in de stukken bedoeld in artikel 29<sup>ter</sup>, § 1, eerste lid. »

Art. 14. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 15. Artikel 34 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 67 van 30 november 1939 en bij de wetten van 2 april 1962 en 4 augustus 1978, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 34. § 1. Deze titel is niet van toepassing op :

1° het openbaar te koop stellen, te koop bieden of verkopen van effecten uitgegeven door de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de gemeenten en de agglomeraties of federaties van Belgische gemeenten;

2° gerechtelijke of periodiek door een beurscommissie ingerichte openbare verkopen van aandelen, effecten, winstaandelen of obligaties.

§ 2. Behoudens in geval van toelating tot de officiële notering aan een openbare fondsen- en wisselbeurs, is deze titel, met uitzondering van artikel 26, niet van toepassing op het openbaar te koop stellen, te koop bieden of verkopen van :

1° effecten uitgegeven onder waarborg van de Staat, de Gemeenschappen, de Gewesten, de provincies, de gemeenten en de agglomeraties of federaties van Belgische gemeenten;

2° effecten uitgegeven door het Gemeentekrediet van België, de Nationale Investeringsmaatschappij of de gewestelijke investeringsmaatschappijen;

3° kasbons uitgedrukt in Belgische franken en doorlopend uitgegeven door de ondernemingen ingeschreven op de lijst bedoeld in artikel 2 van dit besluit, door de ondernemingen ingeschreven op de lijst bedoeld in artikel 6 van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 23 juni 1967, of door de ondernemingen ingeschreven op de lijst bedoeld in artikel 2 van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden.

Voor de toepassing van deze paragraaf wordt de inschrijving op de bijkomende veilingen niet gelijkgesteld met toelating tot de officiële notering. »

**Art. 16.** A l'article 40, alinéa 4, du même arrêté, modifié par les lois des 30 juin 1975 et 17 juillet 1985, les mots « où cette collaboration est imposée par le droit de celles-ci » sont remplacés par les mots « et aux fins dans lesquelles cette collaboration est imposée par le droit de celles-ci. Le Roi peut prendre les mesures nécessaires pour réaliser ladite collaboration ».

**Art. 17.** A l'article 42 du même arrêté, modifié par les lois des 30 juin 1975, 8 août 1980 et 17 juillet 1985, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 4°, les mots « 17 ou 33 » sont remplacés par les mots « ou 17 »;

2° le 8° est remplacé par la disposition suivante :

« 8° ceux qui contrevennent aux articles 26, 28, alinéa 4, 29, § 1<sup>er</sup>, ou 29<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ou qui passent outre à une suspension prononcée en vertu de l'article 29, § 2, alinéa 3, ou à un refus prononcé en vertu de l'article 29<sup>ter</sup>, § 2, alinéa 2; ».

**Art. 18.** Un article 42<sup>bis</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 42<sup>bis</sup>. Sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 à 10 000 francs ou d'une de ces peines seulement :

« 1° ceux qui rendent public un prospectus ou un autre document prévu à l'article 29<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, en faisant état de l'approbation de la Commission bancaire alors que celle-ci n'a pas été donnée;

2° ceux qui rendent public un prospectus ou un autre document visé à l'article 29<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, différent de celui qui a été approuvé par la Commission bancaire. »

### CHAPITRE III

#### *Modifications des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935*

**Art. 19.** A l'article 32 des lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935, modifié par les lois des 6 janvier 1958 et 5 décembre 1984, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 3, le 4° est supprimé;

2° le dernier alinéa est abrogé.

**Art. 20.** A l'article 34, § 5, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois des 30 juin 1969 et 5 décembre 1984 les mots « et par les nos 1, 3, 4 et 6 de l'article 38 » sont supprimés.

**Art. 21.** L'article 36, modifié par l'arrêté royal n° 26 du 31 octobre 1934 et par les lois du 30 juin 1975 et 24 mars 1978, l'article 37, modifié par la loi du 30 juin 1975, les articles 38 et 39 et l'article 40 modifié par la loi du 30 juin 1975, des mêmes lois coordonnées sont abrogés.

**Art. 22.** L'article 84, modifié par les lois des 30 juin 1975 et 24 mars 1978, l'article 85, modifié par la loi du 30 juin 1975, l'article 86, l'article 87, modifié par la loi du 30 juin 1975 et l'article 88 des mêmes lois coordonnées sont abrogés.

**Art. 23.** A l'article 101<sup>ter</sup> des mêmes lois coordonnées, inséré par la loi du 23 juillet 1962 et modifié par la loi du 5 décembre 1984, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 2, alinéa 2, le mot « Copie » est remplacé par les mots « Pour les sociétés ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne, copie »;

2° au § 3, alinéa 2, le mot « Copie » est remplacé par les mots « Pour les sociétés ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne, copie ».

**Art. 24.** A l'article 199 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois des 30 juin 1961, 30 juin 1975, 24 mars 1978 et 5 décembre 1984, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ainsi que de la publication dans deux journaux quotidiens au moins, dont un de la région où est établi le siège d'exploitation principal de la société, d'un avis indiquant la date et le lieu du dépôt » sont supprimés;

2° à l'alinéa 2, les mots « et de publier sans délai, dans deux journaux quotidiens au moins, dont un de la région où est établi le siège d'exploitation principal de la société, un avis indiquant la date et le lieu du dépôt » sont supprimés;

3° l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 16.** In artikel 40, vierde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1975 en 17 juli 1985, worden de woorden « waarover deze medewerking door het recht van de Europese Gemeenschappen wordt opgelegd » vervangen door de woorden « en de doeleinden waarvoor deze medewerking door het recht van de Europese Gemeenschappen wordt opgelegd. De Koning kan de nodige maatregelen treffen om de genoemde medewerking tot stand te brengen ».

**Art. 17.** Aan artikel 42 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1975, 8 augustus 1980 en 17 juli 1985, worden de volgende wijzigingen gebracht :

1° in 4° worden de woorden « 17 of 33 » vervangen door de woorden « of 17 »;

2° het 8° wordt vervangen als volgt :

« 8° zij die de artikelen 26, 28, vierde lid, 29, § 1, of 29<sup>ter</sup>, § 1, eerste lid, overtreden of die een krachtens artikel 29, § 2, derde lid, uitgesproken opschorting of een krachtens artikel 29<sup>ter</sup>, § 2, tweede lid, uitgesproken weigering veronachtzamen; ».

**Art. 18.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 42<sup>bis</sup> ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Artikel 42<sup>bis</sup>. Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van 50 frank tot 10 000 frank of met een van die straffen alleen worden gestraft :

1° zij die een prospectus of ander stuk bedoeld in artikel 29<sup>ter</sup>, § 1, eerste lid, openbaar maken met vermelding van de goedkeuring van de Bankcommissie, wanneer deze niet werd gegeven;

2° zij die een verschillend prospectus of ander stuk bedoeld in artikel 29<sup>ter</sup>, § 1, eerste lid, openbaar maken dan waaraan de goedkeuring van de Bankcommissie werd gehecht. »

### HOOFDSTUK III

#### *Wijzigingen aan de wetten op de handelsvennootschappen gecoördineerd op 30 november 1935*

**Art. 19.** In artikel 32 van de wetten op de handelsvennootschappen gecoördineerd op 30 november 1935, gewijzigd bij de wetten van 6 januari 1958 en 5 december 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid wordt het 4° geschrapt;

2° het laatste lid wordt opgeheven.

**Art. 20.** In artikel 34, § 5, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1969 en 5 december 1984, worden de woorden « en bij de nrs. 1, 3, 4 en 6 van artikel 38 » geschrapt.

**Art. 21.** Artikel 36, gewijzigd bij de het koninklijk besluit nr. 26 van 31 oktober 1934 en bij de wetten van 30 juni 1975 en 24 maart 1978, artikel 37, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1975, de artikelen 38 en 39 en artikel 40, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1975, van dezelfde gecoördineerde wetten worden opgeheven.

**Art. 22.** Artikel 84, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1975 en 24 maart 1978, artikel 85, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1975, artikel 86, artikel 87, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1975, en artikel 88 van dezelfde gecoördineerde wetten worden opgeheven.

**Art. 23.** In artikel 101<sup>ter</sup> van dezelfde gecoördineerde wetten, ingevoegd door de wet van 23 juli 1962 en gewijzigd door de wet van 5 december 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht.

1° in § 2, tweede lid, worden de woorden « Van dat verslag wordt » vervangen door de woorden « Voor de vennootschappen die een publiek beroep doen of hebben gedaan op beleggers, wordt van dit verslag »;

2° in § 3, tweede lid, worden de woorden « Van dat verslag wordt » vervangen door de woorden « Voor de vennootschappen die een publiek beroep doen of hebben gedaan op beleggers, wordt van dit verslag ».

**Art. 24.** In artikel 199 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1961, 30 juni 1975, 24 maart 1978 en 5 december 1984, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « en door de plaatsing in ten minste twee dagbladen waarvan een uit de streek waar de vennootschap haar belangrijkste bedrijfszetel heeft, van een bericht dat de datum en de plaats van de neerlegging vermeldt » geschrapt;

2° in het tweede lid worden de woorden « en zonder verwijl in ten minste twee dagbladen, waarvan een uit de streek waar de vennootschap haar belangrijkste bedrijfszetel heeft, een bericht te plaatsen dat de datum en de plaats van de neerlegging vermeldt » geschrapt;

3° het derde lid wordt opgeheven.



**Art. 25.** A l'article 201 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois des 9 juillet 1935, 1<sup>er</sup> décembre 1953, 30 juin 1961, 23 février 1967, 6 mars 1973, 30 juin 1973, 30 juin 1975, 24 mars 1978, 5 décembre 1984, 21 février 1985 et 15 juillet 1985, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le 1<sup>o</sup> est abrogé;

2<sup>o</sup> le 3<sup>o</sup> est remplacé par le texte suivant :

« 3<sup>o</sup> ceux qui n'ont pas fait les énonciations requises par les articles 7b, 29, 30, 32, 34, 120, 121, 122, 170, alinéa 2 et 199 dans les actes ou projets d'actes de sociétés, dans les procurations ou souscriptions; ».

**Art. 26.** A l'article 204 des mêmes lois coordonnées sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> le 3<sup>o</sup>, modifié par la loi du 30 juin 1975, est abrogé;

2<sup>o</sup> au 7<sup>o</sup>, inséré par la loi du 23 juillet 1962 et modifié par la loi du 5 décembre 1984, les mots « ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne » sont insérés entre le mot « sociétés » et le mot « qui ».

#### CHAPITRE IV. — Dispositions diverses

**Art. 27.** Un article 509<sup>quater</sup>, rédigé comme suit, est inséré dans le Code pénal :

« Article 509<sup>quater</sup>. § 1<sup>er</sup>. Est punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 à 10 000 francs ou d'une de ces peines seulement toute personne qui, ayant connaissance, par fonction ou profession, d'informations qui, si elles étaient rendues publiques, seraient, en raison de leur caractère suffisamment précis et certain, de nature à influencer de manière sensible le cours de titres admis à la cote officielle ou traités aux ventes publiques supplémentaires d'une bourse de fonds publics et de change du Royaume, a, avant que ces informations soient rendues publiques :

1<sup>o</sup> acquis ou aliéné directement ou indirectement de tels titres en exploitant l'information dont elle a connaissance afin de réaliser un profit ou d'éviter une perte;

2<sup>o</sup> recommandé à un tiers, sur base de cette information, l'aliénation ou l'acquisition de tels titres afin de lui permettre de réaliser un profit ou d'éviter une perte;

3<sup>o</sup> ou communiqué à un tiers cette information afin de lui permettre de réaliser un profit ou d'éviter une perte.

Si les opérations visées au 1<sup>o</sup> ont eu lieu en bourse, le délinquant peut en outre être condamné à payer une somme correspondant à tout ou partie du profit acquis directement ou indirectement ou de la perte évitée. Cette somme est recouvrée comme l'amende.

§ 2. Le tribunal, ainsi que le procureur du Roi, peuvent, en tout état de la procédure, demander l'avis de la Commission bancaire, celui de la Commission de la bourse concernée et celui du Comité de la cote concerné.

Ces avis sont donnés dans le mois, sauf prorogation de ce délai par le tribunal ou par le procureur du Roi. A défaut d'avis donné dans ce délai éventuellement prorogé, la procédure continue.

Une copie de la demande d'avis et des avis reçus est jointe au dossier de la procédure. »

**Art. 28.** L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions, modifié par la loi du 4 août 1978, est complété par la disposition suivante :

« h) infraction à l'article 509<sup>quater</sup> du Code pénal. »

**Art. 29.** A l'article 22 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne, modifié par la loi du 10 juillet 1969, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « des dispositions des alinéas 1<sup>er</sup> et 2 dudit article 34 » sont remplacés par les mots « dudit article 34, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et § 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>. »;

2<sup>o</sup> l'alinéa 2, § 1<sup>er</sup> est complété par les mots « sauf s'il s'agit d'une inscription à la cote officielle. L'alinéa 3 du § 2 du présent article n'est pas applicable »;

**Art. 25.** In artikel 201 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 9 juli 1935, 1 december 1953, 30 juni 1961, 23 februari 1967, 6 maart 1973, 30 juni 1975, 24 maart 1978, 5 december 1984, 21 februari 1985 en 15 juli 1985, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het 1<sup>o</sup> wordt opgeheven;

2<sup>o</sup> het 3<sup>o</sup> wordt door de volgende tekst vervangen :

« 3<sup>o</sup> zij die nalaten de vermeldingen, voorgeschreven door de artikelen 7b, 29, 30, 32, 34, 120, 121, 122, 170, tweede lid, en 199 te doen in de akten of ontwerpen van akten van vennootschappen, in de volmachten of intekeningen; ».

**Art. 26.** In artikel 204 van dezelfde gecoördineerde wetten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het 3<sup>o</sup>, gewijzigd door de wet van 30 juni 1975, wordt opgeheven;

2<sup>o</sup> in het 7<sup>o</sup>, ingevoegd door de wet van 23 juli 1962 en gewijzigd door de wet van 5 december 1984, worden de woorden « die een publiek beroep doen of hebben gedaan op beleggers en » ingevoegd tussen het woord « vennootschappen » en het woord « die ».

#### HOOFDSTUK IV. — Diverse bepalingen

**Art. 27.** In het Strafwetboek wordt een artikel 509<sup>quater</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 509<sup>quater</sup>. § 1. Met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van 50 frank tot 10 000 frank, of met een van die straffen alleen wordt gestraft, elkeen die op grond van zijn functie of beroep kennis heeft van informatie die, als zij openbaar werd gemaakt, omwille van haar voldoende duidelijk en vaststaand karakter, de koers gevoelig zou beïnvloeden van effecten die zijn opgenomen in de officiële notering of verhandeld op de bijkomende veilingen van een openbare fondsen- en wisselbeurs van het Rijk en die, nog voor deze informatie openbaar is gemaakt :

1<sup>o</sup> rechtstreeks of onrechtstreeks dergelijke effecten verkrijgt of vervaemdt door misbruik van de informatie waarover hij beschikt, om aldus winst te maken of verlies te vermijden;

2<sup>o</sup> op grond van deze informatie, de verkrijging of vervaemding van dergelijke effecten aan een derde aanraadt, om deze aldus in staat te stellen winst te maken of verlies te vermijden;

3<sup>o</sup> ofwel aan een derde deze informatie meedeelt, om deze laatste aldus in staat te stellen winst te maken of verlies te vermijden.

Zo de sub 1<sup>o</sup> beoogde verrichtingen ter beurze plaatshebben, kan de delinquent bovendien veroordeeld worden tot betaling van een bedrag dat geheel of gedeeltelijk overeenstemt met de winst die hij rechtstreeks of onrechtstreeks heeft gemaakt of met het verlies dat hij heeft vermeden. Dit bedrag wordt ingevorderd zoals een geldboete.

§ 2. De rechtbank, alsook de procureur des Konings, kunnen in elke stand van de procedure het advies van de Bankcommissie, dat van de betrokken Beurscommissie en dat van het betrokken Noteringscomité vragen.

Deze adviezen worden binnen één maand gegeven tenzij deze termijn door de rechtbank of door de procureur des Konings wordt verlengd. Indien binnen deze gebeurlijk verlengde termijn geen advies wordt verstrekt, wordt de procedure voortgezet.

Een kopie van dit verzoek en van de ontvangen adviezen wordt aan het gerechtelijk dossier toegevoegd. »

**Art. 28.** Artikel 1 van het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken, zoals gewijzigd door de wet van 4 augustus 1978, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« h) overtreding van artikel 509<sup>quater</sup> van het Strafwetboek. »

**Art. 29.** In artikel 22 van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden, gewijzigd door de wet van 10 juli 1969, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in § 1, eerste lid, worden de woorden « de beschikkingen van alinea's 1 en 2 van genoemd artikel 34 » vervangen door de woorden « genoemd artikel 34, § 1, 1<sup>o</sup>, en § 2, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>. »;

2<sup>o</sup> het tweede lid van § 1 wordt aangevuld met de woorden « tenzij het gaat om een opnemings in de officiële notering. Het derde lid van § 2 van dit artikel is niet van toepassing. »;

3° au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « 34, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « 34, § 1<sup>er</sup>, 2° »;

4° au § 2, alinéa 2, les mots « 34, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « 34, § 1<sup>er</sup>, 2° »;

5° le § 3 est abrogé.

Art. 30. Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 mars 1989.

### BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Ph. MAYSTADT

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

3° in § 2, eerste lid, worden de woorden « 34, alinea 3 » vervangen door de woorden « 34, § 1, 2° »;

4° in § 2, tweede lid, worden de woorden « artikel 34, alinea 3 » vervangen door de woorden « 34, § 1, 2° »;

5° § 3 wordt opgeheven.

Art. 30. De Koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 maart 1989.

### BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

F. 89 — 1058

7 JUNI 1989. — Arrêté royal relatif à l'émission de l'emprunt de l'Etat 8,25 p.c. 1989-1997, 2<sup>e</sup> série

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 juin 1948 portant intégration au budget général des dépenses financées hors du budget par avances de trésorerie au cours de l'exercice 1946 et antérieurement, notamment l'article 33;

Vu les lois de finances pour les exercices 1948, 1972, 1979, 1982, 1986 et 1988;

Vu les lois contenant le budget des voies et moyens pour chacun des exercices 1947, 1949 à 1957, 1975 à 1978, 1980, 1981, 1983 à 1985, 1987 et 1989;

Vu les lois contenant le budget des voies et moyens et le budget des recettes extraordinaires pour chacun des exercices 1958 à 1971, 1973 et 1974;

Considérant que ces lois, chacune pour l'exercice qu'elle concerne, autorisent le gouvernement à couvrir par des emprunts, soit l'excédent des dépenses budgétaires sur les recettes budgétaires, soit le remboursement d'obligations à leur échéance finale ou facultative;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre aux conditions qu'il déterminera, un emprunt intérieur dénommé « Emprunt 8,25 p.c. 1989-1997, 2<sup>e</sup> série ».

**Art. 2.** L'emprunt est représenté par :

— des obligations au porteur de 10 000 francs, 20 000 francs, 50 000 francs, 100 000 francs et 500 000 francs.

Les coupures de 10 000 francs ne sont toutefois délivrées qu'à titre d'appoint.

— des inscriptions nominatives tenues au Grand-Livre de la Dette publique ne donnant lieu à aucune délivrance d'obligations. Les inscriptions nominatives peuvent ultérieurement être converties en obligations au porteur et inversément.

L'emprunt porte intérêt au taux de 8,25 p.c. l'an à partir du 23 juin 1989. Les intérêts sont payables le 23 juin des années 1990 à 1997.

N. 89 — 1058

7 JUNI 1989. — Koninklijk besluit betreffende de uitgifte van de 8,25 pct. Staatslening 1989-1997, 2<sup>e</sup> reeks

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 juni 1948 houdende aanrekening op de algemene begroting van de gedurende het dienstjaar 1946 en vroeger door schatkistvoorschotten buiten de begroting gefinancierde uitgaven, inzonderheid op artikel 33;

Gelet op de financiewetten voor de dienstjaren 1948, 1972, 1979, 1982, 1986 en 1988;

Gelet op de wetten houdende de rijksmiddelenbegroting voor elk van de dienstjaren 1947, 1949 tot 1957, 1975 tot 1978, 1980, 1981, 1983 tot 1985, 1987 en 1989;

Gelet op de wetten houdende de rijksmiddelenbegroting en de begroting van de buitengewone ontvangsten voor elk van de dienstjaren 1958 tot 1971, 1973 en 1974;

Overwegende dat deze wetten, elk voor het dienstjaar dat hen betreft, de regering machtigen om, hetzij het overschot van de begrotingsuitgaven op de begrotingsontvangsten, hetzij de terugbetaling van de obligaties op hun eind- of facultatieve vervaldag door middel van leningen te dekken;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Onze Minister van Financiën wordt gemachtigd, om onder de door hem vast te stellen voorwaarden, een binnenlandse lening genaamd « 8,25 pct. lening 1989-1997, 2<sup>e</sup> reeks » uit te geven.

**Art. 2.** De lening is vertegenwoordigd door :

— toonderobligaties van 10 000 frank, 20 000 frank, 50 000 frank, 100 000 frank en 500 000 frank.

De coupures van 10 000 frank worden slechts als bijpassing afgeleverd.

— inschrijvingen op naam in het Grootboek der Staatsschuld evenwel zonder aflevering van de obligaties. De inschrijvingen op naam kunnen achteraf omgezet worden in toonderobligaties en omgekeerd.

De lening rent 8,25 pct. 's jaars vanaf 23 juni 1989. De rente is betaalbaar op 23 juni van de jaren 1990 tot 1997.